

Par e-mail : <https://www.lalibre.be/planete/environnement/2025/11/06/ces-risques-climatiques-que-la-belgique-va-devoir-affronter-notre-analyse-constitue-une-premiere-dans-notre-pays-TYP7MUGNBNE6XO2PP4AIEZNHUU/>

Ces risques climatiques que la Belgique va devoir affronter : "Notre analyse constitue une première dans notre pays"

Un rapport inédit liste 28 risques climatiques que la Belgique devra affronter dans les années à venir. L'ensemble de la société est concernée par ce défi d'adaptation de grande ampleur.

[Nathan Scheirlinckx](#)

06/11/2025

Le Centre d'analyse des risques climatiques (Cerac) planchait sur ce rapport depuis quatre ans. Après une analyse fouillée des données scientifiques et la consultation de 250 experts, le centre d'expertise indépendant a pu inventorier - au sein du premier Belgian Climate Risk Assessment (BCRA) - les 28 risques climatiques qui guettent la Belgique dans les années à venir.

L'évaluation de ces risques porte sur trois scénarios de réchauffement à l'horizon 2050 (+ 2 °C, + 3 °C ou + 4 °C), classés en cinq catégories : économie, santé et bien-être, alimentation, écosystèmes, et infrastructures et bâtiments. Le rapport s'inspire notamment du Plan national d'adaptation au changement climatique introduit par le gouvernement français il y a un an, avec Michel Barnier comme Premier ministre, et qui préparait le pays à un réchauffement de + 4 °C.

"Notre analyse constitue une première en Belgique, elle pointe des priorités claires pour l'action. Le changement climatique devient un enjeu de sécurité nationale et de cohésion sociale, nécessitant une logique défensive préventive", résume [Luc Bas](#), le directeur du Cerac.

Six des 28 risques climatiques répertoriés exigent des mesures urgentes de la part des pouvoirs publics : impact des vagues de chaleur sur la santé humaine, dégâts causés par les inondations aux bâtiments, augmentation des pandémies, influence de la dégradation des sols sur la production alimentaire, secteur des assurances à la dérive et impact des conditions météorologiques extrêmes sur les cultures.

1. Économie

Les experts regrettent que les autorités publiques n'aient pas retenu la leçon des inondations de 2021, dont l'estimation des coûts atteint 5,2 milliards d'euros. Comme le démontrent plusieurs études récentes, le coût de l'inaction climatique est supérieur à celui de l'investissement dans la transition. Le rapport du Cerac vient confirmer cette conclusion : avec le changement climatique, le PIB belge pourrait reculer de 5 % d'ici 2050, et la dette publique augmenter de 15 %, alors que les secteurs de la pharmacie, de la chimie, de l'agroalimentaire et du tourisme seraient particulièrement touchés. Pour s'adapter, un ajustement fiscal à hauteur de 1,4 % du PIB serait nécessaire. Dans leur rapport, les auteurs se questionnent : *"qui paiera la facture ?"*. Car notre système assurantiel, en l'absence de mécanismes de solidarité régionaux opérationnels, ne suffira pas. *"Face à l'augmentation des catastrophes climatiques, les réassureurs pourraient quitter le marché belge, laissant certains citoyens et entreprises sans possibilité de s'assurer, ou à des prix plus élevés"*, prévient Grégory Truong, expert en économie au sein du Cerac.

2. Santé et bien-être

Le [réchauffement climatique](#) comporte également des risques – prioritaires – pour la santé des Belges : dans un scénario optimiste, livre le rapport, 1 000 décès annuels supplémentaires liés à la chaleur sont attendus. *"Elle provoque non seulement des décès, mais aussi des insulations, des troubles du sommeil et une baisse de la productivité à l'école et au travail"*, explique Loïc Gillerot, expert en santé au Cerac. Les vagues de chaleur, couplées à une plus grande propagation des maladies vectorielles et zoonotiques, ainsi qu'à une dégradation de la qualité de l'air, risquent aussi de mettre sous pression un système de santé déjà surchargé.

3. Alimentation

La sécurité et la souveraineté alimentaire de la Belgique pourraient également pâtir d'un réchauffement de la planète. Le Cerac s'attend à une dégradation des sols, une baisse des rendements agricoles, la disparition des pollinisateurs, une hausse des maladies du bétail, ainsi que des perturbations des chaînes d'approvisionnement. *"Une des menaces les plus importantes pour la sécurité alimentaire réside dans la dégradation des sols. En Wallonie, près de 90 % des terres arables présentent des niveaux de matière organique jugés critiques. Sans restauration à long terme, cette dégradation devient irréversible"*, explique Aurore Brunson, coordinatrice du BCRA au Cerac. Le centre d'expertise en appelle à une évolution du modèle agricole belge, qui peut prendre la forme de l'agroécologie, d'une diversification des cultures...

4. Écosystèmes

La trajectoire climatique actuelle risque également de mettre la pression sur les écosystèmes, qui devront encaisser sécheresses, [feux de végétation](#), élévation du niveau de la mer... Ainsi, les forêts belges sont de plus en plus fragilisées par les perturbations climatiques à répétition. *"La diminution des services rendus par les écosystèmes : purification de l'eau, régulation des crues, pollinisation,*

pourrait avoir un impact direct sur la santé, les finances publiques, la stabilité sociale et la sécurité alimentaire", affirme Nils Bourland, expert en biosciences au Cerac.

5. Infrastructures et bâtiments

Les logements, ainsi que les infrastructures de transport et d'énergie, sont menacés par la hausse attendue des aléas climatiques extrêmes comme les inondations et affaissements de terrain. Dans le rapport, les experts appellent à repenser les politiques d'aménagement du territoire et les normes de construction, pour les adapter aux scénarios climatiques qui se profilent en 2050.

6. La sécurité nationale

Ensemble, les 28 risques climatiques listés par le Cerac représentent un risque pour la cohésion sociale au sein de la société belge. Si tous les citoyens sont concernés par la menace climatique, les personnes les plus vulnérables en ressentiront plus fortement les effets. *"Si les besoins des groupes vulnérables ne sont pas intégrés dans les politiques d'adaptation, les inégalités sociales, économiques et sanitaires s'accroîtront. La cohésion sociale se fragilisera et la défiance de la population envers nos institutions augmentera",* avertissent les experts dans le rapport.